

No. 39323

**France
and
Cambodia**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Kingdom of Cambodia on the reciprocal promotion and protection of investments. Phnom Penh, 13 July 2000

Entry into force: *24 July 2002 by notification, in accordance with article 11*

Authentic texts: *French and Khmer*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 25 April 2003*

**France
et
Cambodge**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Cambodge sur l'enconragement et la protection réciproques des investissements. Phnom Penh, 13 juillet 2000

Entrée en vigueur : *24 juillet 2002 par notification, conformément à l'article 11*

Textes authentiques : *français et khmer*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 25 avril 2003*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DU CAMBODGE SUR L'EN-
COURAGEMENT ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES INVES-
TISSEMENTS

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Cambodge, ci-après dénommés "les Parties contractantes",

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux Etats et de créer des conditions favorables pour les investissements français au Cambodge et cambodgiens en France ;

Persuadés que l'encouragement et la protection de ces investissements sont propres à stimuler les transferts de capitaux et de technologie entre les deux pays, dans l'intérêt de leur développement économique,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1er

Pour l'application du présent accord :

1. Le terme "investissement" désigne tous les avoirs, tels que les biens, droits et intérêts de toute nature et, plus particulièrement mais non exclusivement :

a) Les biens meubles et immeubles, ainsi que tous autres droits réels tels que les hypothèques, privilèges, usufruits, cautionnements et tous droits analogues ;

b) Les actions, primes d'émission et autres formes de participation, même minoritaires ou indirectes, aux sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes ;

c) Les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant valeur économique ;

d) Les droits de propriété intellectuelle, commerciale et industrielle tels que les droits d'auteur, les brevets d'invention, les licences, les marques déposées, les modèles et maquettes industrielles, les procédés techniques, le savoir-faire, les noms déposés et la clientèle ;

e) Les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment les concessions relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de richesses naturelles, y compris celles qui se situent dans la zone maritime des Parties contractantes.

Il est entendu que lesdits avoirs doivent être ou avoir été investis conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est effectué, avant ou après l'entrée en vigueur du présent accord.

Toute modification de la forme d'investissement des avoirs n'affecte pas leur qualification d'investissement, à condition que cette modification ne soit pas contraire à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est réalisé.

2. Le terme de "nationaux" désigne les personnes physiques possédant la nationalité de l'une des Parties contractantes.

3. Le terme de "sociétés" désigne toute personne morale constituée sur le territoire de l'une des Parties contractantes, conformément à la législation de celle-ci et y possédant son siège social, ou contrôlée directement ou indirectement par des nationaux de l'une des Parties contractantes, ou par des personnes morales possédant leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et constituées conformément à la législation de celle-ci.

4. Le terme de "revenus" désigne toutes les sommes produites par un investissement, telles que bénéfices, redevances ou intérêts, durant une période donnée.

Les revenus de l'investissement et, en cas de ré-investissement, les revenus de leur ré-investissement jouissent de la même protection que l'investissement.

5. Le présent accord s'applique au territoire de chacune des Parties contractantes ainsi qu'à la zone maritime de chacune des Parties contractantes, ci-après définie comme la zone économique et le plateau continental qui s'étendent au-delà de la limite des eaux territoriales de chacune des Parties contractantes et sur lesquels elles ont, en conformité avec le droit international, des droits souverains et une juridiction aux fins de prospection, d'exploitation et de préservation des ressources naturelles.

Article 2

Chacune des Parties contractantes admet et encourage, dans le cadre de sa législation et des dispositions du présent accord, les investissements effectués par les nationaux et sociétés de l'autre Partie sur son territoire et dans sa zone maritime.

Article 3

Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer, sur son territoire et dans sa zone maritime, un traitement juste et équitable, conformément aux principes du droit international, aux investissements des nationaux et sociétés de l'autre Partie et à faire en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu à un traitement juste et équitable ne soit entravé ni en droit ni en fait. En particulier, bien que non exclusivement, sont considérées comme des entraves de droit ou de fait au traitement juste et équitable toute restriction à l'achat et au transport de matières premières et de matières auxiliaires, d'énergie et de combustibles, ainsi que de moyens de production et d'exploitation de tout genre, toute entrave à la vente et au transport des produits à l'intérieur du pays et à l'étranger, ainsi que toutes autres mesures ayant un effet analogue.

Les Parties contractantes examineront avec bienveillance, dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour, de travail et de circulation introduites par des nationaux d'une Partie contractante, au titre d'un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante.

Article 4

Chaque Partie contractante applique, sur son territoire et dans sa zone maritime, aux nationaux ou sociétés de l'autre Partie, en ce qui concerne leurs investissements et activités liées à ces investissements, un traitement non moins favorable que celui accordé à ses nationaux ou sociétés, ou le traitement accordé aux nationaux ou sociétés de la Nation la plus favorisée, si celui-ci est plus avantageux. A ce titre, les nationaux autorisés à travailler sur le territoire et dans la zone maritime de l'une des Parties contractantes doivent pouvoir bénéficier des facilités matérielles appropriées pour l'exercice de leurs activités professionnelles.

Ce traitement ne s'étend toutefois pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux nationaux ou sociétés d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale.

Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas aux questions fiscales.

Article 5

1. Les investissements effectués par des nationaux ou sociétés de l'une ou l'autre des Parties contractantes bénéficient, sur le territoire et dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières.

2. Les Parties contractantes ne prennent pas de mesures d'expropriation ou de nationalisation ou toutes autres mesures dont l'effet est de déposséder, directement ou indirectement, les nationaux et sociétés de l'autre Partie des investissements leur appartenant, sur leur territoire et dans la zone maritime, si ce n'est pour cause d'utilité publique et à condition que ces mesures ne soient ni discriminatoires ni contraires à un engagement particulier.

Toutes les mesures de dépossession qui pourraient être prises doivent donner lieu au paiement d'une indemnité prompte et adéquate dont le montant, égal à la valeur réelle des investissements concernés, doit être évalué par rapport à une situation économique normale et antérieure à toute menace de dépossession.

Cette indemnité, son montant et ses modalités de versement sont fixés au plus tard à la date de la dépossession. Cette indemnité est effectivement réalisable, versée sans retard et librement transférable. Elle produit, jusqu'à la date de versement, des intérêts calculés au taux d'intérêt de marché approprié.

3. Les nationaux ou sociétés de l'une des Parties contractantes dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte, survenu sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres nationaux ou sociétés ou à ceux de la Nation la plus favorisée.

Article 6

Chaque Partie contractante, sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle des investissements ont été effectués par des nationaux ou sociétés de l'autre Partie contractante, accorde à ces nationaux ou sociétés le libre transfert :

- a) Des intérêts, dividendes, bénéfices et autres revenus courants ;
- b) Des redevances découlant des droits incorporels désignés au paragraphe 1, lettres d et e, de l'article 1er ;
- c) Des versements effectués pour le remboursement des emprunts régulièrement contractés ;
- d) Du produit de la cession ou de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, y compris les plus-values du capital investi ;
- e) Des indemnités de dépossession ou de perte prévues à l'article 5, paragraphes 2 et 3, ci-dessus.

Les nationaux de chacune des Parties contractantes qui ont été autorisés à travailler sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, au titre d'un investissement agréé, sont également autorisés à transférer dans leur pays d'origine une quotité appropriée de leur rémunération.

Les transferts visés aux paragraphes précédents sont effectués sans retard au taux de change normal officiellement applicable à la date du transfert.

Article 7

Tout différend relatif aux investissements entre l'une des Parties contractantes et un national ou une société de l'autre Partie contractante est réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.

Si un tel différend n'a pas pu être réglé dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des Parties au différend, il est soumis à la demande de l'une ou l'autre de ces Parties à l'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, signée à Washington le 18 mars 1965.

Article 8

1. Dans la mesure où la réglementation de l'une des Parties contractantes prévoit une garantie pour les investissements effectués à l'étranger, celle-ci peut être accordée, dans le cadre d'un examen cas par cas, à des investissements effectués par des nationaux ou sociétés de cette Partie sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie.

2. Les investissements des nationaux et sociétés de l'une des Parties contractantes sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie ne pourront obtenir la garantie visée à l'alinéa ci-dessus que s'ils ont, au préalable, obtenu l'agrément de cette dernière Partie.

3. Si l'une des Parties contractantes, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie, effectue des versements à l'un de ses nationaux ou à l'une de ses sociétés, elle est, de ce fait, subrogée dans les droits et actions de ce national ou de cette société.

4. Lesdits versements n'affectent pas les droits du bénéficiaire de la garantie à recourir au CIRDI ou à poursuivre les actions introduites devant lui jusqu'à l'aboutissement de la procédure.

Article 9

Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement particulier de l'une des Parties contractantes à l'égard des nationaux et sociétés de l'autre Partie contractante sont régis, sans préjudice des dispositions du présent accord, par les termes de cet engagement dans la mesure où celui-ci comporte des dispositions plus favorables que celles qui sont prévues par le présent accord.

Article 10

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent accord doivent être réglés, si possible, par la voie diplomatique.

2. Si, dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, le différend n'est pas réglé, il est soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal d'arbitrage.

3. Ledit tribunal sera constitué pour chaque cas particulier de la manière suivante : chaque Partie contractante désigne un membre, et les deux membres désignent, d'un commun accord, un ressortissant d'un Etat tiers qui est nommé président du tribunal par les deux Parties contractantes. Tous les membres doivent être nommés dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à arbitrage.

4. Si les délais fixés au paragraphe 3 ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante, en l'absence de tout autre accord, invite le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies à procéder aux désignations nécessaires. Si le secrétaire général est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le secrétaire général adjoint le plus ancien et ne possédant pas la nationalité de l'une des Parties contractantes procède aux désignations nécessaires.

5. Le tribunal d'arbitrage prend ses décisions à la majorité des voix. Ces décisions sont définitives et exécutoires de plein droit pour les Parties contractantes.

Le tribunal fixe lui-même son règlement. Il interprète la sentence à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante. A moins que le tribunal n'en dispose autrement, compte tenu de circonstances particulières, les frais de la procédure arbitrale, y compris les vacations des arbitres, sont répartis également entre les Parties contractantes.

Article 11

Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent accord, qui prendra effet un mois après le jour de la réception de la dernière notification.

L'accord est conclu pour une durée initiale de dix ans. Il restera en vigueur après ce terme, à moins que l'une des Parties ne le dénonce par la voie diplomatique avec préavis d'un an.

A l'expiration de la période de validité du présent accord, les investissements effectués pendant qu'il était en vigueur continueront de bénéficier de la protection de ses dispositions pendant une période supplémentaire de quinze ans.

Fait à Phnom Penh, le 13 juillet 2000, en deux originaux, chacun en langue française et en langue khmère, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

ANDRÉ-JEAN LIBOUREL
Ambassadeur de France

Pour le Gouvernement du Royaume du Cambodge :

KEAT CHHOU
Ministre d'État

កិច្ចព្រមព្រៀង

រវាង

រាជរដ្ឋាភិបាលនៃព្រះរាជាណាចក្រកម្ពុជា

និង

រដ្ឋាភិបាលនៃសាធារណៈរដ្ឋឥណ្ឌូ

ដើម្បី

ជំរុញ និងការពារទោវិញទោមក ទូតការវិនិយោគ

រដ្ឋាភិបាលនៃព្រះរាជាណាចក្រកម្ពុជា និងរដ្ឋាភិបាលនៃសាធារណៈរដ្ឋបារាំង ចាប់ពីពេលនេះតទៅ ហៅថាជា "ភាគីកិច្ចសន្យា"

ដោយមានបំណងពង្រឹងកិច្ចសហប្រតិបត្តិការសេដ្ឋកិច្ចរវាងប្រទេសទាំងពីរ និងដើម្បីបង្កលក្ខណៈ អនុគ្រោះដល់ការវិនិយោគបារាំងនៅប្រទេសកម្ពុជា និងការវិនិយោគកម្ពុជានៅប្រទេសបារាំង

ដោយមានជំនឿថា ការជំរុញនិងការការពារវិនិយោគទាំងនោះប្រាកដជាជួយជំរុញការផ្ទេរមូលធន និង បច្ចេកទេសទៅវិញទៅមករវាងប្រទេសទាំងពីរ ក្នុងផលប្រយោជន៍អភិវឌ្ឍន៍សេដ្ឋកិច្ច

បានព្រមព្រៀងគ្នាដូចតទៅ ៖

មាត្រា ទី ១

ដើម្បីអនុវត្តកិច្ចព្រមព្រៀងនេះ ៖

- ១. ពាក្យ "វិនិយោគ" សំដៅចំពោះធនធាន ដូចជាទ្រព្យសម្បត្តិ សិទ្ធិ និងផលប្រយោជន៍គ្រប់ប្រភេទ ហើយមិនមែនកំណត់ត្រឹមខ្លឹមសារខាងក្រោម ជាពិសេសគឺ ៖
 - ក. ចលនៈទ្រព្យ អចលនៈទ្រព្យ ព្រមទាំងសិទ្ធិជាក់ស្តែងដទៃទៀតលើទ្រព្យសម្បត្តិទាំងនោះ ដូចជាសិទ្ធិ លើទ្រព្យបញ្ចាំ លើការទារប្រាក់ពីតួនាទីបណ្តុល លើផលបូកោត លើប្រាក់ធានា និងសិទ្ធិប្រហាក់ប្រហែល ផ្សេងៗទៀត ។
 - ខ. ភាគហ៊ុន បុព្វលាភលើភាគហ៊ុន ព្រមទាំងទំរង់ចូលរួមផ្សេងៗទៀត ទោះតិចតួចក្តីឬដោយប្រយោលក្តី នៃក្រុមហ៊ុនដែលបានបង្កើតនៅក្នុងទឹកដីរបស់ភាគីកិច្ចសន្យាមួយ ។
 - គ. ប័ណ្ណបំណុល ឥណទេយ្យ និងសិទ្ធិលើសកម្មភាពនានាដែលមានតម្លៃសេដ្ឋកិច្ច ។
 - ឃ. សិទ្ធិលើកម្មសិទ្ធិបញ្ជា សិទ្ធិលើកម្មសិទ្ធិពាណិជ្ជកម្មនិងឧស្សាហកម្ម ដូចជា សិទ្ធិរបស់អ្នកនិចន្ទ ប្រកាសនីយប័ត្រ ឥក្កកម្ម អាជ្ញាប័ណ្ណ ពាណិជ្ជសញ្ញា គំរូ គំនូរឧស្សាហកម្ម បែបបទបច្ចេកទេស ចំណេះដឹង នាមកំណត់ទុក និងអតិថិភាព ។
 - ង. សម្បទានតាមច្បាប់អនុញ្ញាតិ ឬតាមកិច្ចសន្យា ពិសេសសម្បទានក្នុងបុរេសនា ការដាំដុះ ការថែរក្សា ឬការធ្វើអាជីវកម្មលើធនធានធម្មជាតិ រួមទាំងធនធានក្នុងដែនសមុទ្រនៃភាគីកិច្ចសន្យា ។

ភាគីកិច្ចសន្យាបានយល់ព្រមថា ធនធានដែលបានចែងរួចមកនេះ គឺជាធនធានដែលត្រូវវិនិយោគ ឬ ដែលបាន វិនិយោគ មុនពេលឬក្រោយពេលដែលកិច្ចព្រមព្រៀងនេះចូលជាធរមាន នៅលើដែនដីឬដែនសមុទ្រ ដែលគេធ្វើ វិនិយោគស្របតាមច្បាប់របស់ភាគីកិច្ចសន្យា ។

ការកែប្រែដីបែបផែនដីនៃធនធានវិនិយោគមិនត្រូវប៉ះពាល់ដល់លក្ខណៈវិនិច្ឆ័យវិនិយោគឡើយ លុះត្រាតែការ
កែប្រែនោះមិនផ្ទុយនឹងច្បាប់របស់ភាគីកិច្ចសន្យា ដែលការវិនិយោគនោះ កំពុងត្រូវបានអនុវត្តនៅលើផែនដី ឬផែន
សមុទ្ររបស់ភាគីកិច្ចសន្យានោះ ។

- ២. ពាក្យ " ជនជាតិ " មានន័យថា រូបវន្តបុគ្គលដែលមានសញ្ជាតិរបស់ភាគីកិច្ចសន្យាណាមួយ ។
- ៣. ពាក្យ " ក្រុមហ៊ុន " មានន័យថា នីតិបុគ្គលណាមួយដែលត្រូវបានបង្កើតឡើង នៅលើទឹកដីនៃភាគីកិច្ច
សន្យាមួយ និងមានទិស្នាក់ការកណ្តាល ស្របតាមច្បាប់របស់ភាគីកិច្ចសន្យានោះ ហើយត្រូវបានគ្រប់គ្រង
ដោយផ្ទាល់ ឬ ដោយប្រយោល ដោយជនជាតិរបស់ភាគីកិច្ចសន្យាណាមួយ ឬ ដោយនីតិបុគ្គល ដែលមាន
ទិស្នាក់ការកណ្តាលរបស់ខ្លួនក្នុងផែនដីនៃភាគីកិច្ចសន្យាមួយ ហើយត្រូវបានបង្កើតឡើង ស្របតាមច្បាប់របស់
ភាគីនោះ ។
- ៤. ពាក្យ " ប្រាក់ចំណូល " មានន័យថាបរិមាណទឹកប្រាក់ទាំងឡាយដែលបានទទួលផលពីការធ្វើវិនិយោគ
ដូចជា ប្រាក់ចំណេញ សុង្ហាករ និងការប្រាក់ ក្នុងរយៈពេលកំណត់មួយ ។

ប្រាក់ចំណូលពីការធ្វើវិនិយោគ និងក្នុងករណីដែលយកប្រាក់ចំណូលទៅវិនិយោគឡើងវិញ ចំណូលដែលបាន
មក ពីការធ្វើវិនិយោគឡើងវិញនោះ នឹងត្រូវទទួលបានការពារដូចគ្នានឹងការវិនិយោគដំបូងដែរ ។

- ៥. កិច្ចព្រមព្រៀងនេះអនុវត្តនៅលើផែនដី និងផែនសមុទ្រនៃភាគីកិច្ចសន្យានិមួយៗ ដែលជាតំបន់ សេដ្ឋកិច្ច
តំបន់ពាក់កណ្តាលនិងក្រោមសមុទ្រ ដែលលាតសន្ធឹងចេញក្រៅពីព្រំដែនទឹកនៃភាគីកិច្ចសន្យានិមួយៗ ហើយដែលភាគី
កិច្ចសន្យានិមួយៗ ស្របតាមច្បាប់អន្តរជាតិ មានអធិបតេយ្យភាពនិងយុត្តាធិការ ដើម្បីធ្វើបុរេសនា អាជីវកម្ម
និងថែរក្សាធនធានធម្មជាតិ ។

មាត្រា ៦

ក្នុងក្របខ័ណ្ឌច្បាប់និងបទបញ្ញត្តិទាំងឡាយនៃកិច្ចព្រមព្រៀងនេះ ភាគីកិច្ចសន្យានិមួយៗយល់ព្រម និង
ជំរុញការវិនិយោគរបស់ជនជាតិ ឬ ក្រុមហ៊ុនរបស់ភាគីកិច្ចសន្យាម្ខាងទៀត នៅលើផែនដីនិងក្នុងតំបន់សមុទ្រ
របស់ខ្លួន ។

មាត្រា ៧

ភាគីកិច្ចសន្យានិមួយៗត្រូវសន្យាធានា នៅលើផែនដីនិងផែនសមុទ្ររបស់ខ្លួន ថានឹងផ្តល់នូវប្រព្រឹត្តិកិច្ច
ត្រឹមត្រូវនិងសមភាព ស្របតាមគោលការណ៍នៃច្បាប់អន្តរជាតិ ចំពោះការវិនិយោគ ដែលបានអនុវត្តឡើងដោយ

ជនជាតិ និងក្រុមហ៊ុននានារបស់ភាគីកិច្ចសន្យាម្ខាងទៀត ហើយត្រូវធ្វើយ៉ាងណាអោយការអនុវត្តន៍សិទ្ធិដែលបាន ទទួលស្គាល់ខាងលើ កុំអោយមានការរាំងស្ទះតាមផ្លូវច្បាប់ឬតាមការដាក់ស្តែង ។ មិនមែនត្រឹមតែខ្លឹមសារខាង ក្រោម ត្រូវចាត់ទុកថា មានការរាំងស្ទះតាមផ្លូវច្បាប់ឬតាមការដាក់ស្តែងចំពោះប្រព្រឹត្តិកិច្ចក្រីបត្រូវនិងសមភាព គឺជាការរឹតត្បិតទាំងឡាយក្នុង ការទិញ ការដឹកជញ្ជូនវត្ថុធាតុដើមនិងវត្ថុបន្ទាប់បន្សំ ថាមពល និងប្រេងឥន្ធនៈ ព្រមទាំងមធ្យោបាយសំរាប់ ផលិតកម្មនិង អាជីវកម្មគ្រប់ប្រភេទ ការរាំងស្ទះចំពោះការលក់ដូរនិងការដឹកជញ្ជូន ផលិតផលក្នុងប្រទេសនិងទៅបរទេសព្រមទាំងវិធានការដទៃទៀតដែលមានឥទ្ធិពលប្រហាក់ប្រហែលគ្នានេះ ។

ក្នុងក្របខ័ណ្ឌច្បាប់ក្នុងប្រទេសរបស់ខ្លួន ភាគីកិច្ចសន្យាត្រូវពិនិត្យដោយអនុគ្រោះ នូវពាក្យសុំទាំងឡាយ របស់ជនជាតិនៃភាគីកិច្ចសន្យាម្ខាង ស្តីពីការសុំចូលក្នុងប្រទេស និងការសុំស្នាក់អាស្រ័យ ការធ្វើការងារ និងការធ្វើដំណើរ ទាំងឡាយដែលបំរើអោយការវិនិយោគលើទឹកដីនិងដែនសមុទ្រនៃភាគីកិច្ចសន្យាមួយទៀត ។

មាត្រា ទី ៤

នៅលើដែនដីនិងតំបន់សមុទ្ររបស់ខ្លួន ភាគីកិច្ចសន្យានិមួយៗត្រូវផ្តល់ចំពោះជនជាតិ និងក្រុមហ៊ុន ទាំងឡាយ របស់ភាគីមួយទៀត នូវប្រព្រឹត្តិកិច្ចនិងការអនុគ្រោះចំពោះការវិនិយោគនិងសកម្មភាពដែលទាក់ទងនឹង ការវិនិយោគមិនតិចជាងអ្វី ដែលផ្តល់ដល់ការវិនិយោគរបស់ជនជាតិ ឬ ក្រុមហ៊ុននៃប្រជាជាតិដែលទទួលបាន ការអនុគ្រោះបំផុត ឬ ប្រព្រឹត្តិកិច្ចដែលបានផ្តល់ជូនជនជាតិ ឬ ក្រុមហ៊ុននៃប្រទេសដែលទទួលបានការអនុគ្រោះបំផុត នោះឡើយ បើប្រព្រឹត្តិកិច្ចនេះមានភាពអនុគ្រោះច្រើនជាង ។ ក្នុងក្របខ័ណ្ឌនេះ ជនជាតិដែលត្រូវបានអនុញ្ញាតិ អោយបំពេញការងារលើដែនដីនិងតំបន់សមុទ្រ នៃភាគីកិច្ចសន្យាមួយទៀត នឹងទទួលបានការសុំរួលសំភារៈដាក់ស្តែង ដើម្បីអនុវត្តសកម្មភាពវិជ្ជាជីវៈរបស់ពេ ។

ប្រព្រឹត្តិកិច្ចនេះមិនអនុវត្តចំពោះបុព្វសិទ្ធិទាំងឡាយដែលភាគីកិច្ចសន្យាណាមួយផ្តល់ដល់ជនជាតិ ឬក្រុមហ៊ុន នៃប្រទេសទីបី ដោយសារភាគីកិច្ចសន្យាបានចូលរួម ឬបានចូលជាសមាជិកនៅក្នុងតំបន់ពាណិជ្ជកម្មសេរី សហព័ទ្ធតយ ផ្សាររួម ឬអង្គការសេដ្ឋកិច្ចតំបន់ផ្សេងៗទៀត ។

លក្ខខណ្ឌទាំងឡាយនៃមាត្រានេះ មិនអនុវត្តចំពោះផ្នែកកន្លះឡើយ ។

មាត្រា ទី ៥

- ១. ការវិនិយោគដែលបង្កើតឡើងដោយជនជាតិ ឬក្រុមហ៊ុននៃភាគីកិច្ចសន្យាមួយ នឹងទទួលបាននូវការការពារ និងសន្តិសុខពេញលេញ នៅលើដែនដីនិងដែនសមុទ្រនៃភាគីកិច្ចសន្យាមួយទៀត ។

២. ភាគីកិច្ចសន្យាមិនប្រើវិធានការរឹបអូស ឬជាតួភាវូន្តិយកម្ម ឬមិនប្រើវិធានការដកហូតណាមួយផ្សេងទៀត លើការវិនិយោគរបស់ជនជាតិឬក្រុមហ៊ុននៃភាគីកិច្ចសន្យាមួយទៀត ដែលធ្វើឡើងនៅលើដែនដីនិងដែនសមុទ្រ របស់ខ្លួន នោះជាដោយផ្ទាល់ឬដោយប្រយោលបានឡើយ ប្រសិនមិនបំរើផលប្រយោជន៍សាធារណៈ និងក្នុង លក្ខខណ្ឌដែលវិធានការទាំងនោះពុំមានលក្ខណៈរើសអើង ឬមិនផ្ទុយនឹងកិច្ចសន្យាដោយឡែកណាមួយឡើយ ។ វិធានការរឹបអូសណាមួយអាចនឹងអនុវត្តទៅបាន លុះត្រាតែមានសំណងភ្លាមនិងត្រឹមត្រូវ ដែលគំរើលនៃសំណង នោះត្រូវស្មើនឹងតំលៃពិតប្រាកដនៃការវិនិយោគនោះ ហើយត្រូវវាយតំលៃលើមូលដ្ឋាននៃស្ថានភាពសេដ្ឋកិច្ច ធម្មតា និងមុនពេលមានការព្រមានរឹបអូសនេះ ។

ថ្លៃទឹកប្រាក់សង និងរបៀបទូទាត់នឹងត្រូវកំណត់ឡើងយ៉ាងយូរបំផុតនាថ្ងៃរឹបអូស ។ សំណងនេះត្រូវទូទាត់ ហើយអាចម្ជូរជាប្រាក់បាន ដោយគ្មានការពន្យារ ហើយត្រូវបានអនុញ្ញាតិអោយផ្ទេរដោយសេរី ។ រហូត ដល់ថ្ងៃទូទាត់ ទឹកប្រាក់សំណងនេះត្រូវរាប់បញ្ចូលនូវការប្រាក់ គិតតាមអត្រាការប្រាក់សមរម្យរបស់ទីផ្សារ ។

៣. ជនជាតិឬក្រុមហ៊ុននៃភាគីកិច្ចសន្យាមួយដែលការវិនិយោគរបស់ខ្លួនត្រូវទូទាត់ ដោយសារសង្គ្រាម ឬទំនាស់ ដោយអាវុធ ធម៌វត្តិ ការប្រកាសភាពអាសន្នរបស់ប្រទេស ឬការបះបោរ ដែលកើតឡើងលើដែនដីឬតំបន់ សមុទ្រនៃភាគីកិច្ចសន្យាមួយទៀត ត្រូវទទួលនូវប្រព្រឹត្តកម្មអនុគ្រោះមិនតិចជាងអ្វីដែលគេផ្តល់អោយជនជាតិ ឬ ក្រុមហ៊ុនរបស់ប្រទេសខ្លួន ឬរបស់ប្រទេសដែលមានលក្ខណៈអនុគ្រោះបំផុតឡើយ ។

មាត្រា ៦

ភាគីកិច្ចសន្យានិមួយៗត្រូវយល់ព្រមចំពោះជនជាតិ ឬក្រុមហ៊ុនរបស់ភាគីកិច្ចសន្យាម្ខាងទៀត ដែលបានធ្វើ វិនិយោគនៅលើដែនដីនិងតំបន់សមុទ្ររបស់ខ្លួន នូវការផ្ទេរដោយសេរី ដូចតទៅ ៖

- ក. ការប្រាក់ ប្រាក់ចំណេញតាមភាគហ៊ុន ប្រាក់ចំណេញ ព្រមទាំងប្រាក់ចំណូលដទៃផ្សេងទៀត
- ខ. ចំណូលដែលបានមកពីសិទ្ធិអរូបីយ ដូចមានចែងក្នុងមាត្រាទី១ កថាខ័ណ្ឌទី ១ ចំណុច (ឃ) (ង)
- គ. ប្រាក់សងបំណុល ដែលខ្ចីជាប្រចាំស្របច្បាប់តាមកិច្ចសន្យា
- ឃ. ប្រាក់ដែលបានពីអនុប្បទាន ឬពីការជំរះបញ្ជីមួយផ្នែកឬទាំងស្រុងនៃការវិនិយោគ រួមទាំងតំលៃបន្ថែមនៃ មូលធនវិនិយោគ
- ង. សំណងជម្ងឺចិត្តនៃការរឹបអូស ឬនៃការទូទាត់ដែលបានចែងក្នុងមាត្រាទី៥ កថាខ័ណ្ឌទី២ និងទី៣ ។

ផ្អែកលើការអនុញ្ញាតិអោយវិនិយោគ ជនជាតិនៃភាគីកិច្ចសន្យានិមួយៗដែលបានទទួលការអនុញ្ញាតិអោយ បំពេញការងារនៅលើដែនដី និងតំបន់សមុទ្រនៃភាគីកិច្ចសន្យាមួយទៀត អាចផ្ទេរបរិមាណភាគសមស្របនៃ បុព្វលាភ ទៅកាន់ប្រទេសដើមរបស់ខ្លួន ។

ការផ្ទេរដែលចែងក្នុងកថាខ័ណ្ឌមុនៗនេះ ត្រូវអនុវត្តតាមអត្រាប្តូរប្រាក់ជាផ្លូវការ នាថ្ងៃផ្ទេរនោះ ។

មាត្រា ៧

រាល់វិវាទដែលទាក់ទងនឹងការវិនិយោគ រវាងភាគីកិច្ចសន្យាមួយ និងជនជាតិឬក្រុមហ៊ុននៃភាគីសន្យាមួយ ទៀត នឹងត្រូវដោះស្រាយប្រកបដោយការយោគយល់ រវាងភាគីពាក់ព័ន្ធទាំងពីរ ។

ប្រសិនបើវិវាទនេះមិនអាចដោះស្រាយបាន ក្នុងរយៈពេល៦ខែចាប់ពីថ្ងៃដែលភាគីបដិបក្សណាមួយ លើកបតពិភាក្សា តាមសំណូមពររបស់ភាគីម្ខាង ជម្លោះនេះនឹងត្រូវបញ្ជូនទៅកាន់អាជ្ញាកណ្តាលនៃមជ្ឈមណ្ឌល អន្តរជាតិសំរាប់ដោះស្រាយវិវាទវិនិយោគ ដែលបានបង្កើតឡើងដោយអនុសញ្ញាស្តីអំពីដំណោះស្រាយវិវាទ វិនិយោគរវាងរដ្ឋទាំងឡាយ និងជនជាតិនៃរដ្ឋផ្សេងទៀត ដែលបានចុះហត្ថលេខានៅទីក្រុងវ៉ាស៊ីនតោន កាលពីថ្ងៃទី ១៨ ខែមិថុនា ឆ្នាំ១៩៦៥ ។

មាត្រា ៨

- ១. ក្នុងករណីដែលបទបញ្ញត្តិរបស់ភាគីកិច្ចសន្យាណាមួយចែងថា មានការធានាលើការវិនិយោគក្រៅប្រទេស ក្នុង ក្របខ័ណ្ឌនៃការពិនិត្យតាមករណ៍នីមួយៗ ការធានានេះអាចអនុវត្តបានចំពោះការវិនិយោគទាំងឡាយរបស់ ជនជាតិ ឬក្រុមហ៊ុនទាំងឡាយនៃភាគីកិច្ចសន្យាមួយ នៅលើដែនដីនិងតំបន់សមុទ្ររបស់ភាគីកិច្ចសន្យាម្ខាង ទៀត ។
- ២. ការវិនិយោគដែលជនជាតិឬក្រុមហ៊ុននៃភាគីកិច្ចសន្យាមួយ បានធ្វើនៅលើដែនដីឬតំបន់សមុទ្រនៃភាគីកិច្ច សន្យាម្ខាងទៀត អាចទទួលបានការធានា ដូចមានចែងក្នុងកថាខ័ណ្ឌខាងលើមុននេះ ប្រសិនបើមានការយល់ ព្រមជាមុន ពីភាគីកិច្ចសន្យាម្ខាងទៀត ។
- ៣. ប្រសិនបើភាគីកិច្ចសន្យាមួយ បង់ប្រាក់ផ្សេងៗដល់ជនជាតិឬក្រុមហ៊ុនរបស់ខ្លួន យោងតាមការធានាអោយធ្វើ វិនិយោគនៅលើដែនដី ឬ តំបន់សមុទ្ររបស់ភាគីកិច្ចសន្យាម្ខាងទៀត ភាគីកិច្ចសន្យានោះត្រូវជំនួសអោយ ជនជាតិ ឬ ក្រុមហ៊ុននោះ ទាំងផ្លូវសិទ្ធិនិងទាំងផ្លូវសកម្មភាពស្របច្បាប់ ។
- ៤. ការបង់ប្រាក់ផ្សេងៗនេះ មិនត្រូវប៉ះពាល់ដល់សិទ្ធិរបស់អ្នកទទួលបានលទ្ធផលប្រយោជន៍ ក្នុងការប្តឹងតវ៉ាទៅ មជ្ឈមណ្ឌលអន្តរជាតិសំរាប់ដោះស្រាយវិវាទវិនិយោគ ឬ ដល់ការប្រកាន់រាល់សកម្មភាពចំពោះមជ្ឈមណ្ឌល អន្តរជាតិ សំរាប់ដោះស្រាយវិវាទវិនិយោគ រហូតដល់បញ្ចប់ទម្រង់ការឆ្លើយ ។

មាត្រា ៩

ភារវិនិយោគ ដែលជាកម្មវត្ថុនៃការសន្យាពិសេសរបស់ភាគីកិច្ចសន្យាមួយ ចំពោះជនជាតិ ឬ ក្រុមហ៊ុននៃ ភាគីកិច្ចសន្យាមួយទៀតត្រូវតែគ្រប់គ្រងតាមបទបញ្ញត្តិនៃកិច្ចសន្យានោះ ដោយគ្មានជលបំពានដល់បទបញ្ញត្តិដែលបានចែងក្នុងកិច្ចព្រមព្រៀងនេះ ក្នុងករណីដែលកិច្ចសន្យាពិសេសនោះមានភាពអនុគ្រោះច្រើនជាងកិច្ចព្រមព្រៀងនេះ ។

មាត្រា ១០

១. វិវាទលើការបកស្រាយឬការអនុវត្តន៍កិច្ចព្រមព្រៀងនេះនឹងត្រូវដោះស្រាយតាមផ្លូវតុលាការ ប្រសិនបើអាចធ្វើទៅបាន ។

២. ប្រសិនបើវិវាទមិនអាចដោះស្រាយបានក្នុងរយៈពេល ០៦ខែ គិតចាប់ពីថ្ងៃដែលបញ្ហាត្រូវបានលើកឡើង ដោយភាគីកិច្ចសន្យាណាមួយ វិវាទនេះត្រូវយកទៅសាលាមជ្ឈត្តវិនិច្ឆ័យ តាមការស្នើសុំរបស់ភាគីណាមួយ ។

៣. តាមករណីពិសេសនីមួយៗ សាលាមជ្ឈត្តវិនិច្ឆ័យនេះមានសមាសភាពដូចតទៅ : ភាគីកិច្ចសន្យានីមួយៗត្រូវចាត់តាំងសមាជិកម្នាក់ ។ យោងតាមការព្រមព្រៀងគ្នាទាំងសងខាង សមាជិកទាំងពីរត្រូវចាត់តាំងជនជាតិម្នាក់នៃប្រទេសទី៣ អោយធ្វើជាប្រធាននៃសាលាមជ្ឈត្តវិនិច្ឆ័យ ។ សមាជិកទាំងអស់ត្រូវបានចាត់តាំងឡើងក្នុងរយៈពេល ២ ខែ ចាប់ពីថ្ងៃដែលភាគីកិច្ចសន្យាមួយបានបញ្ជាក់អោយភាគីកិច្ចសន្យាម្ខាងទៀតដឹងថា ខ្លួននឹងយកវិវាទនេះទៅសាលាមជ្ឈត្តវិនិច្ឆ័យ ។

៤. ប្រសិនបើអនុវត្តមិនបាន តាមការកំណត់ទុកក្នុងកថាខ័ណ្ឌទី៣ខាងលើ ប្រសិនបើគ្មានការចុះសំរុងការផ្សេងទៀតភាគីកិច្ចសន្យាម្ខាងនឹងអញ្ជើញអគ្គលេខាធិការអង្គការសហប្រជាជាតិ ដើម្បីធ្វើការចាត់តាំងចាំបាច់ ។ ប្រសិនបើអគ្គលេខាធិការនៃអង្គការសហប្រជាជាតិមានសញ្ជាតិដូចគ្នានឹងភាគីកិច្ចសន្យាណាមួយ ឬដោយប្រការផ្សេងទៀត លោកមិនអាចទទួលបានតំណែងនេះបាន អគ្គលេខាធិការរងដែលមានបំណាស់ការងារច្រើនជាងគេហើយដែលពុំមានសញ្ជាតិដូចគ្នានឹងភាគីកិច្ចសន្យា នឹងធ្វើការចាត់តាំងចាំបាច់ ។

៥. សាលាមជ្ឈត្តវិនិច្ឆ័យនឹងធ្វើសេចក្តីសម្រេចតាមរយៈសំលេងឆ្នោតភាគច្រើន ។ ការសម្រេចទាំងនេះគឺជាការសម្រេចចុងក្រោយ និងមានប្រសិទ្ធិភាពសំរាប់ប្រតិបត្តិពេញលេញចំពោះភាគីកិច្ចសន្យាទាំងពីរ ។

សាលាមជ្ឈត្តវិនិច្ឆ័យត្រូវរៀបចំបទបញ្ជារបស់ខ្លួន ។ តាមសំណើរបស់ភាគីកិច្ចសន្យាណាមួយ សាលាមជ្ឈត្តវិនិច្ឆ័យត្រូវធ្វើការបកស្រាយសាលាក្រមរបស់ខ្លួន ។ ផ្នែកលើកាលៈទេសៈពិសេស ភាគីកិច្ចសន្យាទាំង

សងខាងត្រូវរ៉ាប់រងស្មើគ្នានូវសោហ៊ុយចំណាយ រួមទាំងប្រាក់បំណាច់សំរាប់អាជ្ញាធរក្រសួងផងដែរ លើកលែង
តែសាលាមជ្ឈមណ្ឌលវិទ្យុធិប្បវេណីមានលទ្ធភាពដោះស្រាយតាមវិធីផ្សេងទៀត ។

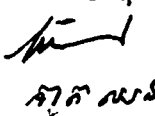
មាត្រា ១១

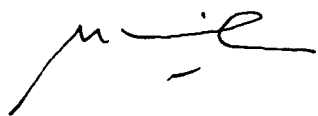
ភារកិច្ចសន្យានិមួយៗត្រូវជូនដំណឹងអោយគ្នាទៅវិញទៅមក នូវការបំពេញនីតិវិធីផ្ទៃក្នុងចាំបាច់សំរាប់
ការចូលជាធរមាននៃកិច្ចព្រមព្រៀងនេះ ។ កិច្ចព្រមព្រៀងនេះនឹងចូលជាធរមាន មួយខែបន្ទាប់ពីថ្ងៃទទួល លិខិត
វិញ្ញាត្តិ ចុងក្រោយ ។

កិច្ចព្រមព្រៀងនេះមានប្រសិទ្ធភាពសំរាប់រយៈពេលដំបូង ១០ ឆ្នាំ ។ ផុតរយៈពេលនេះ កិច្ចព្រមព្រៀងនេះ
មានប្រសិទ្ធភាពបន្ត លើកលែងតែមានភារកិច្ចព្រមព្រៀងមួយប្រកាសលុបចោលកិច្ចព្រមព្រៀងដោយប្រាប់មុន ០១ ឆ្នាំ តាម
ផ្លូវទូត ។

នៅពេលផុតកំណត់សុពលភាពរបស់កិច្ចព្រមព្រៀងនេះ ភារវិនិយោគដែលបានដំណើរការក្នុងពេលដែល
កិច្ចព្រមព្រៀងនេះនៅជាធរមាន នឹងទទួលនូវការការពារបន្តតាមខ្លឹមសារនៃកិច្ចព្រមព្រៀង សំរាប់រយៈពេល ១៥ ឆ្នាំ
បន្ថែមទៀត ។

ធ្វើនៅទីក្រុងភ្នំពេញ នាថ្ងៃទី ១៣ ខែ កក្កដា ឆ្នាំ ២០០០ ជាពីរច្បាប់ដើម មួយច្បាប់ជាភាសាខ្មែរ និងមួយ
ច្បាប់ទៀតជាភាសាបារាំង អត្ថបទទាំងពីរមានតម្លៃស្មើគ្នាតាមផ្លូវច្បាប់ ។

តំណាងរដ្ឋាភិបាល
នៃព្រះរាជាណាចក្រកម្ពុជា

ហ៊ុន សែន

តំណាងរដ្ឋាភិបាល
នៃសាធារណៈរដ្ឋបារាំង


[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF
CAMBODIA ON THE RECIPROCAL PROMOTION AND PROTECTION
OF INVESTMENTS

The Government of the French Republic and the Government of the Kingdom of Cambodia, hereinafter referred to as "the Contracting Parties",

Desiring to strengthen economic cooperation between the two States and to create favourable conditions for French investments in Cambodia and Cambodian investments in France,

Convinced that the promotion and protection of such investments are likely to stimulate transfers of capital and technology between the two countries in the interest of their economic development,

Have agreed as follows:

Article 1

For the purposes of this Agreement:

1. "Investment" means any assets such as property, rights and interests of any category and, in particular, but not exclusively:

(a) Movable and immovable property and all other real rights such as mortgages, preferences, usufructs, sureties and any similar rights;

(b) Shares, issue premiums and other forms of participation, albeit minority or indirect, in companies constituted in the territory of either Contracting Party;

(c) Bonds, claims and rights to any benefit having an economic value;

(d) Intellectual, commercial and industrial property rights, such as copyrights, patents for inventions, licences, registered trade marks, industrial models and designs, technical processes, know-how, registered trade names and goodwill;

(e) Concessions accorded by law or by virtue of a contract, including concessions to prospect for, cultivate, mine or develop natural resources, including those situated in the maritime zones of the Contracting Parties.

It is understood that the said assets shall be or shall have been invested, in conformity with the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made, before or after the entry into force of this Agreement.

Any change in the form in which assets are invested shall not affect their status as an investment, provided that the change is not contrary to the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made.

2. "Nationals" means individuals bearing the nationality of either Contracting Party.

3. "Company" means any body corporate constituted in the territory of one Contracting Party in accordance with that Party's legislation and having its registered office there, or controlled, directly or indirectly, by nationals of one Contracting Party or by bodies corporate having their registered office in the territory of one Contracting Party and constituted in accordance with that Party's legislation.

4. "Income" means all the amounts yielded by an investment, such as profits, royalties or interest, during a given period.

Income from investment and, in the event of reinvestment, income from its reinvestment shall enjoy the same protection as the investment itself.

5. This Agreement shall apply to the territory of each of the Contracting Parties and to the maritime zone of each of the Contracting Parties, hereinafter referred to as the economic zone and the continental shelf extending beyond the limit of the territorial waters of each of the Contracting Parties and over which they have, in accordance with international law, sovereign rights and jurisdiction for the purpose of prospecting for, exploiting and conserving natural resources.

Article 2

Each Contracting Party shall permit and promote, in accordance with its legislation and with the provisions of this Agreement, investments made in its territory and maritime zone by nationals or companies of the other Party.

Article 3

Each Contracting Party shall undertake to accord in its territory and maritime zone just and equitable treatment, in accordance with the principles of international law, to the investments of nationals or companies of the other Party and to ensure that the exercise of the right to just and equitable treatment so granted is not impeded either de jure or de facto. In particular, but not exclusively, the following shall be considered as de jure or de facto impediments to just and equitable treatment: any restrictions on the purchase or transportation of raw materials and secondary materials, energy and fuel, and means of production and operation of all kinds, any impediment to the sale or transportation of goods within the country and abroad, and any other measures having a similar effect.

The Contracting Parties, within the framework of their domestic legislation, shall give favourable consideration to applications for entry, stay, work and travel made by nationals of one Contracting Party in connection with an investment made in the territory or in the maritime zone of the other Contracting Party.

Article 4

Each Contracting Party shall accord in its territory and maritime zone to nationals or companies of the other Party, in respect of their investments and activities in connection with such investments, treatment that is no less favourable than that accorded to its own nationals or companies or the treatment accorded to nationals or companies of the most-

favoured nation, if the latter is more advantageous. For this purpose, nationals who are authorized to work in the territory and maritime zone of one of the Contracting Parties shall be entitled to enjoy the appropriate facilities for the exercise of their professional activities.

Such treatment shall not, however, include privileges which may be extended by a Contracting Party to nationals or companies of a third State by virtue of its participation in or association with a free trade area, customs union, common market or any other form of regional economic organization.

The provisions of this article shall not apply in respect of taxation.

Article 5

1. Investments made by nationals or companies of one Contracting Party shall be fully and completely protected and safeguarded in the territory and maritime zone of the other Contracting Party.

2. Neither Contracting Party shall take any expropriation or nationalization measures or any other measures which could cause the nationals or companies of the other Party to be dispossessed, directly or indirectly, of their investments in its territory or maritime zone, except for reasons of public necessity and on condition that those measures are not discriminatory or contrary to a specific undertaking.

Any such dispossession measures taken shall give rise to the payment of prompt and adequate compensation, the amount of which, calculated on the basis of the real value of the investments concerned, shall be assessed on the basis of a normal economic situation prior to any threat of dispossession.

The amount and methods of payment of such compensation shall be determined not later than the date of dispossession. The compensation shall be readily realizable, paid without delay and freely transferable. It shall yield, up to the date of payment, interest calculated at the applicable market rate.

3. Nationals or companies of one Contracting Party whose investments have suffered losses as a result of war or any other armed conflict, revolution, state of national emergency or uprising in the territory or maritime zone of the other Contracting Party shall be accorded by the latter Party treatment which is no less favourable than that accorded to its own nationals or companies or to those of the most-favoured nation.

Article 6

A Contracting Party in whose territory or maritime zone investments have been made by nationals or companies of the other Contracting Party shall accord to those nationals or companies freedom of transfer of:

- (a) Interest, dividends, profits and other current income;
- (b) Royalties deriving from the intangible property listed in article I, paragraph 1, subparagraphs (d) and (e);
- (c) Payments made in reimbursement of duly contracted loans;

(d) Proceeds of the transfer or complete or partial liquidation of the investment, including appreciation of the invested capital;

(e) Compensation for dispossession or loss provided for under article 5, paragraphs 2 and 3, above.

Nationals of either Contracting Party who have been authorized to work in the territory or maritime zone of the other Contracting Party in connection with an approved investment shall also be authorized to transfer to their country of origin an appropriate portion of their remuneration.

The transfers referred to in the preceding paragraphs shall be made without delay at the regular official rate of exchange applicable on the date of transfer.

Article 7

Any dispute relating to investments made between one Contracting Party and a national or company of the other Contracting Party shall be settled amicably between the two parties concerned.

If such a dispute cannot be settled amicably within six months from the time when a claim is made by either party to the dispute, it shall, at the request of either party, be submitted for arbitration to the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID) established under the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of other States, signed at Washington on 18 March 1965.

Article 8

1. Insofar as the regulations of one Contracting Party provide for guaranteeing external investments, a guarantee may be granted, on the basis of a case-by-case review, for investments made by nationals or companies of that Party in the territory or maritime zone of the other Party.

2. Investments made by nationals or companies of one Contracting Party in the territory or maritime zone of the other Contracting Party may be granted the guarantee provided for in the preceding paragraph only with the prior consent of the latter Contracting Party.

3. If one Contracting Party, by virtue of a guarantee issued in respect of investments made in the territory or maritime zone of the other Party, makes payments to one of its own nationals or companies, it shall thereby assume the rights and claims of the said national or company.

4. Such payments shall be without prejudice to the rights of the beneficiary of the guarantee to have recourse to ICSID or to pursue actions brought before that body until the procedure has been completed.

Article 9

Investments which have been the subject of a specific undertaking by one Contracting Party vis-à-vis nationals or companies of the other Contracting Party shall be governed,

without prejudice to the provisions of this Agreement, by the terms of that undertaking, insofar as its provisions are more favourable than those laid down by this Agreement.

Article 10

1. Disputes concerning the interpretation or application of this Agreement shall, as far as possible, be settled through the diplomatic channel.

2. If a dispute cannot be settled within six months of the time when a claim is made by one of the Contracting Parties, it shall be submitted, at the request of either Contracting Party, to an arbitral tribunal.

3. The aforementioned tribunal shall, in each separate case, be constituted as follows: each Contracting Party shall designate one member, and the two said members shall, by agreement, designate a national of a third State, who shall be appointed chairman of the tribunal by the two Contracting Parties. All the members shall be appointed within two months of the date on which one Contracting Party notifies the other Contracting Party of its intention to submit the dispute to arbitration.

4. If the time limits established in paragraph 3 above are not observed, one of the Contracting Parties shall, in the absence of any other arrangement, invite the Secretary-General of the United Nations to make the necessary appointments. If the Secretary-General is a national of either Contracting Party, or if, for any other reason, he is prevented from performing that function, the most senior Under-Secretary-General who is not a national of either Contracting Party shall make the necessary appointments.

5. The arbitral tribunal shall take its decisions by majority vote. Such decisions shall be final and ipso facto binding on the Contracting Parties.

The tribunal shall adopt its own rules of procedure. It shall interpret the award at the request of either Contracting Party. Unless the tribunal decides otherwise, taking particular circumstances into consideration, the cost of the arbitral proceedings, including the arbitrators' fees, shall be divided equally between the Parties.

Article 11

Each Party shall notify the other Party when it has completed the internal procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take effect one month after the date of receipt of the last such notification.

This Agreement is concluded for an initial period of 10 years. It shall remain in force thereafter unless either Party terminates it through the diplomatic channel, giving one year's notice.

Upon expiry of the validity of this Agreement, investments made while it was in force shall continue to be protected by its provisions for an additional period of 15 years.

Done at Phnom Penh on 13 July 2000, in two original copies, each in the French and Khmer languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

ANDRÉ-JEAN LIBOUREL
Ambassador of France

For the Government of the Kingdom of Cambodia

KEAT CHHOU
Minister of State

